



Coupe de 96M€ dans la Culture : mobilisons-nous contre la politique du décret et ses conséquences !

En date du 21 février 2024, le gouvernement décrète l'annulation de 96 millions de crédits sur le programme 131 - Création, emploi et structuration -, soit une baisse de 10% du budget 2024 consacré à cette ligne. En tout c'est 204 millions de crédits en moins pour la culture (ligne 175 Patrimoines et 224 Soutien aux politiques culturelles). Ils abondent aux 10 milliards d'euros d'économies annoncés par Bercy sur le budget de l'État 2024 et qui toucheront notamment l'éducation, la santé, la solidarité, le logement, la transition écologique et la culture.

Décréter, dans son impératif d'ordre, son absence de concertation ou de dialogue, trouve ici une illustration presque encyclopédique.

L'opacité, le mépris du service public et de l'intérêt général, du dialogue social, le silence assumé sur les conséquences en termes d'emploi et de diversité artistique tiennent donc là, dans ce décret. Une sorte de « dont acte » pragmatique, cynique et efficace qui s'ajoute au chapitre performance du manuel néolibéral gouverné par Bercy.

Combien de lieux devront redéfinir (encore) leurs programmations ?

Combien de publics, d'habitants, de familles seront privés de création artistique ?

Combien de fonctionnaires de l'État, qui sont les premiers interlocuteurs des équipes artistiques, seront également concernés par ces coupes - car le programme 224 les concerne directement - ? Combien seront ceux et celles qui verront leur charge de travail doubler, le sens de leur travail s'effriter davantage, leur relation avec les acteurs s'appauvrir ?

Quant aux lieux et aux compagnies indépendantes, pris dans les injonctions contradictoires à "Mieux Produire, Mieux diffuser", à poursuivre la décentralisation en ruralité, à négocier des niveaux de rémunérations alignés avec l'inflation, ils ne pourront bientôt plus ni créer, ni diffuser, ni salarier.

A l'heure où l'on finance déjà l'artistique sur le disponible restant, il est à craindre que les baisses, encore une fois, ne touchent, en premiers lieux, les équipes artistiques, premiers acteurs de la vitalité des territoires.

Quels renoncements pouvons-nous encore consentir ?

A vrai dire, plus aucun. Nous sommes face à un vaste plan social dont les salarié.es des compagnies et des lieux indépendants seront les premières victimes.

Contre la politique du décret et sa violence technocrate, le SYNAVI en appelle au dialogue et aux débats, à la controverse, à la richesse des expressions et à une mobilisation massive.

Alors que le printemps nous est annoncé, il est grand temps de planter les graines de la contestation pour faire naître de nouveaux paradigmes !

Nous demandons un CNPS d'urgence et une reprise du dialogue dans la durée.